



Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Procédure formalisée au sens des articles L. 2124-1 et suivants, R.2124-1, R.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-11 du Code de la commande publique, passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande au titre des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE DIVERSES SIGNALÉTIQUES POUR LE CROUS DE BRETAGNE

Référence : PA-2024-007

Accord-cadre d'un (1) an reconductible

Reconductible trois (3) fois de manière tacite

Table des matières

ARTICLE 1 – ACHETEUR	5
ARTICLE 2 – REPRÉSENTATION DES PARTIES	5
ARTICLE 3 – OBJET ET NATURE DE L’ACCORD-CADRE	5
3.1 – Nombre de titulaires de l’accord-cadre	5
3.2 – Obligation de confidentialité et protection des données	6
3.3 – Obligation de sécurité	6
3.4 – Sous-traitance	6
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 5 – MODE DE DÉVOLUTION DES BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 6 – FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	8
ARTICLE 7 – ALLOTISSEMENT ET MONTANT DE L’ACCORD-CADRE	8
7.1 – Allotissement	8
7.2 – Montant de l’accord-cadre	9
ARTICLE 7 – DURÉE ET DÉLAIS	10
8.1 – Durée de l’accord-cadre	10
8.2 – Délai d’exécution des prestations	10
ARTICLE 9 – VISITE PRÉALABLE AU DÉMARRAGE DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 10 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES	10
10.1 – La « représentation du titulaire »	10
10.2 – Les bons de commande	11
10.3 – Les bons de livraison	11
10.4 – Les factures	11
10.5 – Dispositif de vigilance (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail)	12
ARTICLE 11 – PRIX ET VARIATION DES PRIX	12
11.1 – Mode d’établissement des prix de l’accord-cadre	12
11.2 – Contenu des prix	12
11.3 – Variation des prix	12
ARTICLE 12 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / UTILISATION DES RÉSULTATS	13
12.1 – Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	13
12.2 – Régime des résultats	13
ARTICLE 13- PAIEMENT	14
13.1 – Délais de paiement	14
13.2 – Intérêts moratoires	14
13.3 – Comptable assignataire	14
13.4 – Dispositions particulières pour le paiement des cotraitants	14

13.5 – Retenue de garantie et avance	15
13.6 – Cession ou nantissement des créances.....	15
ARTICLE 14 – LIVRAISON.....	15
14.1 – Délai de livraison	15
14.2 – Lieu de livraison.....	16
ARTICLE 15- OPERATIONS DE VERIFICATION	16
15.1 – Vérification qualitative non conforme	16
15.2 – Vérification quantitative non conforme.....	17
ARTICLE 16 – EXCLUSION	17
ARTICLE 17 – PENALITES	17
17.1 – Régime d’application des pénalités.....	17
17.2 – Pénalité pour retard dans la livraison	17
ARTICLE 18 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE.....	18
18.1 – Résiliation de l’accord-cadre pour faute du titulaire	18
18.2 – Résiliation pour motif d’intérêt général.....	18
ARTICLE 19 – DISPOSITIONS LIÉES AU RGPD.....	18
ARTICLE 20 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
20.1 – Obligations administratives.....	19
20.2 – Assurances.....	19
20.3 – Langue	20
20.4 – Autres obligations	20
20.4.1 Devoir de conseil	20
20.4.2 Obligation générale de confidentialité	20
ARTICLE 21 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	20
ARTICLE 22 – DIFFERENDS	21
ARTICLE 23 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER	21
ARTICLE 24 – LITIGES	22
Article 25 – COORDONNEES	22
25.1 – Coordonnées du service de la commande publique	22
21.2 – Coordonnées du service communication.....	22
ARTICLE 26 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	23
26.1 – Traitement des données à caractère personnel des candidats	23
26.2 – Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel	23
ARTICLE 27 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	24
ARTICLE 28 – CARACTERISTIQUES COMMUNES A TOUS LES LOTS	24
28.1 – Caractéristiques générales et techniques valables pour l’ensemble des lots.....	24

28.1.1	Impression sur tous types de supports.....	24
28.1.2	Flocage de véhicules.....	25
28.1.3	Réalisation d’enseignes lumineuses et lettrages rétro-éclairés	25
28.2	– Environnement et développement durable.....	26
28.3	– Champs d’application des normes et spécifications techniques à respecter	26
28.4	– Qualité.....	26
28.5	– Conditions de garantie	26

ARTICLE 1 – ACHETEUR

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Rennes-Bretagne (ci-après « Le CROUS »), établissement public à caractère administratif (EPA), dont le siège social est situé, 7 Place Hoche, CS 26428 – 35064 RENNES Cedex, identifié sous le numéro de SIRET 18350003200010, représenté par Monsieur Yann-Eric PROUTEAU, Directeur Général.

ARTICLE 2 – REPRÉSENTATION DES PARTIES

Un accord-cadre est un contrat conclu entre un acheteur et un titulaire :

-L'acheteur est le CROUS (personne morale de droit public)

-Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur.

La personne représentant l'acheteur est le représentant légal de la personne morale publique, Monsieur Yann-Eric PROUTEAU, Directeur Général. Il pourra désigner une ou plusieurs personnes pour le représenter pour l'exécution du marché.

De même, le titulaire de l'accord-cadre doit désigner une ou plusieurs personnes ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'acheteur pour l'exécution de celui-ci (coordonnées portées dans le mémoire technique).

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 3 – OBJET ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de diverses signalétiques pour les établissements du CROUS de Bretagne. Il s'agit notamment de la réalisation de supports imprimés et d'habillages adhésifs destinés à la signalétique intérieure et extérieure.

Il est passé suivant les règles de procédure prévues aux articles L.2124-1 et suivants, R.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique, compte tenu du montant estimé, supérieur aux seuils de procédures formalisées.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R.2162-1 à R.2161-12 du Code de la commande publique.

Chaque lot de l'accord-cadre est passé avec trois (3) titulaires maximum (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres) et se verront attribuer les bons de commande selon la méthode dite « en cascade ».

Les modalités de dévolution des bons de commande sont précisées à l'article 5 du présent CCP.

3.1 – Nombre de titulaires de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre multi-attributaire qui sera conclu avec un (1) opérateur minimum et trois (3) opérateurs économiques maximum sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes aux exigences indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans les documents de la consultation sinon le marché sera déclaré infructueux.

En application des articles R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins.

3.2 – Obligation de confidentialité et protection des données

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG FCS et conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, le titulaire s'engage, pour toutes les données à caractère personnel auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre (notamment noms et coordonnées des agents du CROUS en charge du suivi opérationnel et administratif de l'accord-cadre), à :

- Utiliser ces données uniquement dans le cadre de cet accord-cadre et pour la bonne exécution de celui-ci conformément aux dispositions des pièces de l'accord-cadre ;
- Apporter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences dudit règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ;
- Fournir, sur simple demande du délégué à la protection des données (DPO) du CROUS, tous documents justifiant des mesures techniques et organisationnelles prises dans ce cadre ;
- Informer le DPO du CROUS de toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 36 heures après en avoir pris connaissance ;
- Répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits (droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement ...) ;
- Détruire toutes les données à caractère personnel, aux termes de l'accord-cadre.

L'ensemble de ces obligations s'appliqueront aux éventuels sous-traitants du Titulaire. Le Titulaire est responsable des activités et des agissements de ses sous-traitants.

3.3 – Obligation de sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiqués par le pouvoir adjudicateur.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

3.4 – Sous-traitance

En complément des dispositions des articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le formulaire DC4 (Déclaration de sous-traitance) disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également l'exemplaire unique de l'accord-cadre ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présentée selon une décomposition en correspondance avec celle de l'accord-cadre du titulaire.

Les signatures du sous-traitant et du titulaire sur l'acte de sous-traitance doivent impérativement être manuscrites et originales (toute signature scannée sera refusée).

Conformément à l'article 3.36 du CCAG FCS, l'acheteur notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire s'engage à faire connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître à l'acheteur le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu de l'acheteur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de huit (8) jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus.

La non-production de cette copie de la caution à l'acheteur empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 15.1 du présent CCP.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve de cette acceptation et de cet agrément.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après pour chacun des lots :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait foi ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021) ;
- L'offre technique du titulaire.

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

ARTICLE 5 – MODE DE DÉVOLUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande seront attribués selon la méthode dite « en cascade » :

- L'acheteur attribue prioritairement les bons de commande au titulaire classé en première position à l'issue de l'analyse des offres.
- Les bons de commande sont attribués au titulaire classé en deuxième position en cas d'impossibilité pour le titulaire de rang 1 d'exécuter le bon de commande.
- Les bons de commande sont attribués au titulaire classé en troisième position en cas d'impossibilité pour les titulaires de rang 1 et 2 d'exécuter le bon de commande.

Le titulaire qui se verrait contraint de refuser un bon de commande devra faire parvenir à l'acheteur un courrier motivant le refus du bon de commande.

Dans l'hypothèse où le titulaire refuserait l'exécution de cinq (5) bons de commande, alors l'acheteur se réserve le droit d'exclure le titulaire de l'accord-cadre selon les modalités prévues à l'article 16 du présent CCP.

ARTICLE 6 – FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

En vertu de l'article 3.1 du CCAG FCS, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifié par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 7 – ALLOTISSEMENT ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot du présent accord-cadre constitue un accord-cadre distinct.

7.1 – Allotissement

Le présent accord-cadre est alloti de la manière suivante :

Lot	Code CPV	Intitulé du lot
1	79823000-9 : Services d'impression et de livraison 22459100-3 : Autocollants et bandes publicitaires 30192800-9 : Etiquettes autocollantes	Réalisation et fourniture de divers types de signalétiques sur différents supports pour les sites du CROUS de Bretagne dans le Département des Côtes-d'Armor (22)
2	34992000-7 : Panneaux de signalisation et panneaux de signalisation lumineux	Réalisation et fourniture de divers types de signalétiques sur différents supports pour les sites du CROUS de Bretagne dans le Département du Finistère (29)

3		Réalisation et fourniture de divers types de signalétiques sur différents supports pour les sites du CROUS de Bretagne dans le Département de l'Ille-et-Vilaine (35)
4		Réalisation et fourniture de divers types de signalétiques sur différents supports pour les sites du CROUS de Bretagne dans le Département du Morbihan (56)

7.2 – Montant de l'accord-cadre

En vertu de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, les lots objet du présent accord-cadre seront conclus sans montant minimum et avec un montant maximum.

Le montant maximum de chaque lot est défini comme suit :

Lot	Intitulé du lot	Montant maximum périodes de reconduction comprises (en € H.T.)
1	Réalisation et fourniture de divers types de signalétiques sur différents supports pour les sites du CROUS de Bretagne dans le Département des Côtes-d'Armor (22)	320 000
2	Réalisation et fourniture de divers types de signalétiques sur différents supports pour les sites du CROUS de Bretagne dans le Département du Finistère (29)	1 200 000
3	Réalisation et fourniture de divers types de signalétiques sur différents supports pour les sites du CROUS de Bretagne dans le Département de l'Ille-et-Vilaine (35)	2 400 000
4	Réalisation et fourniture de divers types de signalétiques sur différents supports pour les sites du CROUS de Bretagne dans le Département du Morbihan (56)	600 000

ARTICLE 7 – DUREE ET DELAIS

8.1 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de douze (12) mois, reconductible trois (3) fois pour une durée identique.

L'accord-cadre sera ensuite renouvelable annuellement trois (3) fois par tacite reconduction, sans que la durée totale de l'accord-cadre n'excède quarante-huit (48) mois, sauf dénonciation expresse par le CROUS au plus tard un (1) mois avant l'expiration de la période de validité en cours.

Les Titulaires de l'accord-cadre ne peuvent pas s'opposer à la reconduction de celui-ci.

8.2 – Délai d'exécution des prestations

Chaque titulaire s'engage à réaliser les prestations objet de chaque bon de commande dans un délai maximal de dix (10) jours à compter du lendemain de la notification de chaque bon de commande, sauf stipulations contraires qui mentionnées dans les bons de commande.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part au lendemain de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

L'accord-cadre débute à compter de sa notification.

ARTICLE 9 – VISITE PREALABLE AU DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Avant la notification de chaque bon de commande et avant toute intervention en cours d'exécution du marché, le titulaire doit être en capacité d'effectuer sur demande du CROUS une visite préalable à l'issue de laquelle un état des lieux de ses zones d'intervention sera établi.

L'objectif de cette visite est de constater et d'informer le CROUS des éventuelles particularités d'exécution du besoin propre à chaque bon de commande.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES

10.1 – La « représentation du titulaire »

Le titulaire doit désigner dès la notification de l'accord-cadre, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du CROUS de Bretagne pour l'exécution de celui-ci. Le titulaire s'engage à fournir une adresse e-mail valide sur laquelle les commandes pourront être transmises. Le titulaire est tenu de notifier, sans délai, au CROUS, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux changements intervenant dans le cadre de fusion, délocalisation, découpages géographiques.
- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société.
- A la forme juridique.
- A l'adresse de son siège social.
- Au compte à créditer (un RIB devra impérativement être adressé à la Direction de la commande publique du CROUS de Bretagne).

10.2 – Les bons de commande

Les bons de commande seront émis par le CROUS de Bretagne au fur et à mesure des besoins par des établissements du CROUS. Les commandes faites à l'aide d'un bon de commande numéroté comporteront :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro de client ;
- La référence de la fourniture ;
- La désignation de la fourniture ;
- La quantité commandée ;
- Le prix ;
- Le lieu, la date et la fourchette horaire de livraison.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier par écrit au signataire du bon de commande concerné.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

10.3 – Les bons de livraison

La fourniture est livrée accompagnée impérativement d'un bon de livraison (si le livreur a besoin d'un exemplaire, le TITULAIRE devra le prévoir en supplément) sur lequel seront obligatoirement précisés :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse,
- La date d'expédition,
- La date exacte du jour de la livraison,
- La date et la référence du bon de commande,
- Le numéro du marché,
- Les caractéristiques essentielles de la fourniture livrée (qualité, marque, référence) par rapport aux dispositions du présent cahier des clauses particulières,
- Les quantités livrées, en précisant l'unité de conditionnement, le nombre de conditionnement (colis...) ainsi que les dates de conditionnement et l'unité de facturation,
- Les prix unitaires et totaux, hors T.V.A. d'une part, et T.V.A. incluse d'autre part.

L'original du bon de livraison est destiné à l'Administration, la copie visée par le représentant de l'établissement, est remise au titulaire du marché ou à son représentant.

10.4 – Les factures

Les factures sont établies, **en un exemplaire**, en euros avec deux décimales et conformes aux bons de commande correspondants. Elles comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date et le numéro de la facture ;
- Le numéro du marché ;
- L'identité du titulaire : dénomination sociale, adresse du siège social, adresse de facturation (si différente), numéro de SIREN ou SIRET, code NAF, forme juridique et capital social (pour les sociétés), numéro RCS et ville du greffe d'immatriculation (pour les artisans), le numéro d'identification à la TVA ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal, **tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement**,
- Les coordonnées de l'acheteur : dénomination sociale ; adresse du lieu d'exécution, adresse de facturation si différente ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation et le décompte des fournitures ;
- Le prix unitaire et montant hors TVA de la fourniture livrée,

- Le taux et le montant de la T.V.A. et des taxes parafiscales éventuellement (calculs exacts),
- Le montant total T.V.A incluse (calculs exacts). Les erreurs de facturation quelles qu'elles soient font l'objet d'avoir.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait, réserve faite du cas des avances. Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

La transmission des factures s'effectue via le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-gouv.fr>

Le non-respect du formalisme ouvre une faculté pour le CROUS de rejeter la demande de paiement, après information du titulaire et demande de régularisation restée sans effet.

10.5 – Dispositif de vigilance (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus devront être transmises par le Titulaire au pouvoir adjudicateur par voie postale ou par mail sans relance particulière.

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 11 – PRIX ET VARIATION DES PRIX

11.1 – Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article 11.3 du présent CCP.

11.2 – Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

11.3 – Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification de celui-ci.

Par dérogation à l'article 10 du CCAG FCS, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2025. Ce mois est appelé « mois zéro ».

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P(n)=P(o) [0.15+0.85 \times I(n) / I(o)]$$

P(n) = prix révisé.

P(o) = prix initial du mois de remise des offres.

I = Indice CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction.

I(n) = valeur de référence de l'indice du trimestre de la demande de révision.

I(o) = valeur de référence de l'indice du trimestre de remise de l'offre.

La périodicité de la révision est définie comme suit : périodicité annuelle.

La révision des prix de l'accord-cadre est établie par le titulaire. Celui-ci s'engage à notifier au CROUS son projet de révision dans un délai d'un (1) mois à compter de la date anniversaire de révision des prix. A compter de la date de réception du projet de révision, le CROUS dispose de quinze (15) jours calendaires pour l'accepter ou le refuser.

En cas de refus de la part du CROUS, les parties se réunissent dans un délai d'un (1) mois afin d'établir conjointement la révision des prix. A l'issue du délai de quinze (15) jours calendaires, le silence de l'administration vaut acceptation des prix révisés.

Le coefficient est appliqué à l'ensemble des prix de l'accord-cadre.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : Journal Officiel (<http://www.legifrance.gouv.fr>) et sur le site de la Banque de Données Macroéconomiques de l'INSEE (<http://www.bdm.insee.fr>).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 12 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / UTILISATION DES RÉSULTATS

En complément des éléments indiqués ci-dessous, le titulaire cède l'ensemble des droits d'exploitation attachés aux résultats de ses prestations soit l'ensemble des livrables deviennent des documents librement diffusables par le CROUS de Bretagne. Le titulaire quant à lui ne pourra pas les diffuser sans accord préalable du CROUS de Bretagne.

12.1 – Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicables à l'accord-cadre.

12.2 – Régime des résultats

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre ;

- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre ;
- Le titulaire de chaque marché subséquent ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation et applicables au marché subséquent.

ARTICLE 13- PAIEMENT

13.1 – Délais de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le délai de paiement court à compter du jour de la décision d'admission des prestations, faisant suite aux opérations de vérification constatant la conformité des prestations aux stipulations contractuelles. **Si la date de réception de la demande de paiement ne coïncide pas avec la date de réception des prestations, le délai de paiement court à compter de la deuxième de ces deux dates.**

Tout retard de retard de paiement ouvre droit pour le titulaire au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

13.2 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 dudit code, le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

13.3 – Comptable assignataire

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable du Crous de BRETAGNE, 7 Place Hoche, CS 26428, 35064 RENNES cedex.

13.4 – Dispositions particulières pour le paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent suivant les stipulations de l'article 12.1 du CCAG FCS.

13.5 – Retenue de garantie et avance

Il n'y a pas de retenue de garantie possible.

Une avance pourra être versée dans les conditions des articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 10%.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité.

Le remboursement de l'avance s'effectue selon les modalités prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

Le CROUS de Rennes-Bretagne fait obligation au titulaire de justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence du montant de l'avance versée, dans les termes de l'article R. 2197-7 du Code de la commande publique.

13.6 – Cession ou nantissement des créances

Les créances concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-59 du Code de la commande publique.

La personne chargée de fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-60 à R.2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Général du CROUS de Rennes-Bretagne, Monsieur PROUTEAU.

Le comptable public assignataire est l'Agent comptable du CROUS de Rennes-Bretagne.

ARTICLE 14 – LIVRAISON

Les livraisons seront effectuées aux frais et risques du titulaire.

Elles doivent être conformes aux bons de commandes. Elles sont effectuées dans les établissements en présence d'un représentant du directeur de ce dernier, faute de quoi la livraison ne sera pas considérée comme effective et ne sera pas constitutive de droits.

Les livraisons doivent être accompagnées d'un bon indiquant *a minima* : identification marché et titulaire, date de livraison, articles et quantités livrés. Ce dernier devra être visé par le responsable du service/site livré ou de son représentant.

En cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil, la personne chargée de la livraison préviendra immédiatement par téléphone l'Unité de Gestion à livrer.

Tous manquements répétés aux conditions de livraison définies entre les responsables des établissements et le titulaire, dûment signalés, seront considérés comme infraction caractérisée aux clauses contractuelles.

14.1 – Délai de livraison

Le délai maximal de livraison est de dix (jours) calendaires à compter de la notification du bon de commande.

En fonction des besoins, il se peut que le délai soit différent, auquel cas chaque bon de commande mentionnera expressément le délai maximal de livraison.

Le titulaire qui ne respecterait pas l'engagement contractuel en termes de délai se verra infliger la pénalité correspondante à l'article 14.2 du présent CCP.

14.2 – Lieu de livraison

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à être en capacité d'effectuer les livraisons sur la totalité des dix (10) sites du CROUS de Bretagne, répartis selon chaque lot. Ces sites sont les suivants :

Lot	Intitulé du lot	Site(s) concerné(s)
1	Réalisation d'impression sur tous types de supports pour les sites du CROUS dans les Côtes-d'Armor (22)	<ul style="list-style-type: none">- Lannion- Saint-Brieuc
2	Réalisation d'impression sur tous types de supports pour les sites du CROUS dans le Finistère (29)	<ul style="list-style-type: none">- Brest- Quimper
3	Réalisation d'impression sur tous types de supports pour les sites du CROUS en Ille-et-Vilaine (35)	<ul style="list-style-type: none">- Rennes : Villejean – Beaulieu – Centre- Saint-Malo
4	Réalisation d'impression sur tous types de supports pour les sites du CROUS dans le Morbihan (56)	<ul style="list-style-type: none">- Lorient- Vannes

Les fournitures objet de chaque bon de commande doivent être livrées aux points de livraison indiqués sur chacun de ceux-ci.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Par sa candidature à l'accord-cadre, le candidat devenu titulaire reconnaît être en capacité d'assurer l'ensemble des livraisons prévues sur tous les sites du CROUS, et cela dans le délai maximal de dix (10) jours sauf dispositions particulières prévues pour chaque bon de commande.

ARTICLE 15- OPERATIONS DE VERIFICATION

Les deux vérifications, qualitatives et quantitatives, sont effectuées à l'instant et sur le lieu de la livraison par le directeur du site ou son représentant, qui peut se faire assister par tout spécialiste de son choix. L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par le directeur de l'Unité de Gestion ou son représentant sur le bulletin de livraison.

15.1 – Vérification qualitative non conforme

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande passée dans les conditions prévues au présent cahier, le directeur du site ou son représentant peut :

- Soit la refuser, elle doit alors être immédiatement remplacée sur mise en demeure verbale du titulaire ou de son représentant.
À défaut de remplacement immédiat par le titulaire du marché, le remplacement est assuré par le représentant du pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire défaillant, chez d'autres fournisseurs.
- Soit l'accepter, avec réfaction du prix déterminée d'un commun accord.

Le défaut d'accord sur la réfaction entraîne le rejet de la fourniture.

15.2 – Vérification quantitative non conforme

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le directeur de l'Unité de Gestion ou son représentant peut mettre le titulaire en demeure :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Soit de compléter la livraison dans le délai maximum de 24 heures à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande ; passé ce délai des pénalités seront appliquées conformément à l'article 17.2 du présent CCP.

ARTICLE 16 – EXCLUSION

Le titulaire de l'accord-cadre qui refuserait l'exécution de cinq (5) bons de commande pourra se voir exclure de l'accord-cadre pour une durée de six (6) mois à compter de la notification de l'exclusion.

A l'expiration de la période d'exclusion, le titulaire se verra réintégrer à l'accord au même rang qu'initialement et jouira des mêmes droits et obligations.

Après une première exclusion, le titulaire de l'accord-cadre, qui viendrait à refuser l'exécution de trois (3) pourrait voir prononcer la résiliation de l'accord-cadre pour faute selon les dispositions prévues par l'article 18.1 du présent CCP.

ARTICLE 17 – PENALITES

17.1 – Régime d'application des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du CROUS de prononcer toute autre sanction contractuelle.

Les pénalités sont cumulables. Elles s'entendent nettes de taxe.

Les pénalités peuvent être retenues sur les paiements à verser au titulaire, ou faire l'objet d'une facturation.

17.2 – Pénalité pour retard dans la livraison

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, du simple fait de la constatation par l'acheteur ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité journalière (jour ouvré) correspondant à un forfait de 250 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant hors-taxes de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

ARTICLE 18 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG FCS sont applicables à l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

18.1 – Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

18.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le titulaire a droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations déjà payées.

ARTICLE 19 – DISPOSITIONS LIÉES AU RGPD

Le titulaire ainsi que le pouvoir adjudicateur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 5.2 du CCAG FCS et conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données, le titulaire s'engage, pour toutes les données à caractère personnel auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché (notamment noms et coordonnées des agents du CROUS en charge du suivi opérationnel et administratif de l'accord-cadre), à :

- Utiliser ces données uniquement dans le cadre de cet accord-cadre et pour la bonne exécution de celui-ci conformément aux dispositions des pièces de l'accord-cadre ;
- Apporter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences dudit règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ;
- Fournir, sur simple demande du délégué à la protection des données (DPO) du CROUS, tous documents justifiant des mesures techniques et organisationnelles prises dans ce cadre ;
- Informer le DPO du CROUS de toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 36 heures après en avoir pris connaissance ;
- Répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas

d'exercice de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement ...) ;

- Détruire toutes les données à caractère personnel, au terme du marché.

L'ensemble de ces obligations s'appliqueront aux éventuels sous-traitants du titulaire. Le titulaire est responsable des activités et des agissements de ses sous-traitants.

ARTICLE 20 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

20.1 – Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au CROUS les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- aux personnes ayant qualité pour le représenter (suivi commercial, administratif, comptable)
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou siège social
- à son numéro SIRET

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au CROUS. Un avenant pourra être nécessaire pour formaliser ces modifications.

Le jugement instituant le redressement, la liquidation judiciaire ou une mesure de sauvegarde est notifié sans délai au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. L'ouverture d'une procédure collective entraîne l'application du régime prévu à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire est concerné, il remet au CROUS avant la notification et ensuite tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 du Code du Travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et 7 du Code du Travail.
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1 et L. 8115-1 du Code du Travail ; cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

20.2 – Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire est en mesure de répondre des dommages matériels et/ou corporels causés par l'exécution de ses prestations à l'acheteur et aux tiers victimes, soit de son fait personnel ou du fait de ses préposés. Il est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité et s'engage avant la notification du présent marché

et ensuite sur simple demande écrite à remettre au CROUS une attestation de responsabilité civile en cours de validité précisant l'étendue et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

20.3 – Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

20.4 – Autres obligations

20.4.1 Devoir de conseil

Le titulaire met tout en œuvre au cours de l'exécution des prestations pour satisfaire son devoir de conseil auprès de l'acheteur, consistant notamment à l'avertir lors de ses interventions sur site, d'anomalies ou dangers détectés, ou tout élément de nature à compromettre ou risquer de compromettre la bonne exécution des interventions, le cas échéant.

A l'issue de la visite préalable au démarrage des prestations, ayant pour objet d'étudier les sujétions qui seraient afférentes à certaines prestations objet de certains bons de commande, le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux lieux d'exécution, aux matériaux, aux matériels, etc.

Dans ce cadre, le titulaire communique à l'acheteur toute information permettant de signaler les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de sa responsabilité.

20.4.2 Obligation générale de confidentialité

Les stipulations du CCAG FCS relatives à l'obligation générale de confidentialité sont opposables au titulaire.

Dès lors, dans les conditions des stipulations 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG FCS, le titulaire qui aurait en cours d'exécution du marché, connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires aux fins de prévenir toute divulgation à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par l'ensemble de son personnel, y compris ses sous-traitants ou fournisseurs, le cas échéant.

ARTICLE 21 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire doit mettre tout en œuvre afin de respecter les prescriptions environnementales telles que décrites selon la réglementation régissant son secteur d'activité et notamment, sans exhaustivité mais donnés à titre indicatif, les éléments suivants :

La composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique, les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ; les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ; les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ; la réduction des

impacts sur la biodiversité ; la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

ARTICLE 22 – DIFFERENDS

Le CROUS et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel pouvant survenir à l'occasion de la passation ou de l'exécution du présent marché, concernant l'interprétation des stipulations contenues dans les documents contractuels ou dans l'exécution des prestations.

En cas de différend, le CROUS et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends (CCRA) relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions des articles L.2197-3 et R.2197-1 du Code de la commande publique.

En l'espèce, en cas de différend opposant l'acheteur et le titulaire, le CCRA compétent est le CCRA de Nantes :

CCIRA de Nantes
DREETS des Pays de la Loire
Immeuble Skyline
22 mail Pablo Picasso – BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
Téléphone : 06 60 48 98 89
Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

ARTICLE 23 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français est le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N° du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCP.

Leur prise restera inchangée en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

ARTICLE 24 – LITIGES

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte – CS 44416
35044 RENNES CEDEX
Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Site internet « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Article 25 – COORDONNEES

25.1 – Coordonnées du service de la commande publique

CROUS BRETAGNE, Direction de la commande publique

7 Place Hoche

CS 26428

35064 RENNES cedex

Pole.juridique@crous-rennes.fr ; achat@crous-rennes.fr

Tèl : 02. 99. 84. 31. 41

21.2 – Coordonnées du service communication

Référent technique : Madame Christelle NIHOARN

CROUS BRETAGNE, Direction de la communication

7 Place Hoche

CS 26428

35064 RENNES cedex

Communication@crous-rennes.fr

Tèl : 02. 99. 84. 31. 36

ARTICLE 26 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

26.1 – Traitement des données à caractère personnel des candidats

Les données à caractère personnel concernant le titulaire sont collectées par le CROUS de Bretagne aux fins d'évaluer sa candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au CROUS de Bretagne. Elles seront conservées pendant toute la procédure de l'appel d'offres et supprimées au bout de cinq ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accès aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi que d'un droit à la portabilité de leurs données et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le CROUS de Bretagne, les candidats peuvent adresser leur demande à sylvie.cacaux@crous-rennes.fr.

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant la signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date de réception de la demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le DPO du CROUS de Bretagne, que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

26.2 – Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à respecter pour ce qui le concerne, toutes les dispositions du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD ») qui lui incombent à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des traitements de données personnelles transmises par le CROUS de Bretagne et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ARTICLE 27 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

CCP	CCAG – Fournitures Courantes et Services
4	4.1
8.2	13.1.2
17.2	Article 17.1.1
	Article 17.1.2
	Article 17.1.3

ARTICLE 28 – CARACTERISTIQUES COMMUNES A TOUS LES LOTS

28.1 – Caractéristiques générales et techniques valables pour l'ensemble des lots

28.1.1 Impression sur tous types de supports

Les prestations portent sur l'impression, à partir de fichiers numériques haute définition fournis par le service communication du Crous BRETAGNE, sur tous types de supports (PVC, akilux, non tissé, adhésif, tissu, aluminium, plexiglass, véhicules...).

Les fichiers à imprimer seront remis au titulaire sous format .pdf en pièces jointes par mail (ou par un lien de téléchargement, suivant l'importance de la taille du fichier) ou le cas échéant, si le titulaire le propose, via un logiciel ou une plate-forme mise à disposition par le titulaire de l'accord-cadre.

Dans un délai de 72h, sauf dispositions particulières prévues pour chaque bon de commande, maximum suivant la réception des fichiers, le titulaire présentera, un « bon à tirer » pour validation, par le service communication du Crous, avant impression sur le support indiqué.

La validation du BAT fait alors courir le délai de réalisation indiqué dans l'acte d'engagement propre à chaque lot.

La description des prestations à réaliser (format, quantité, couleur, matière, dimensions, supports, façonnage, conditionnement, lieu de livraison...) sera précisée dans le bon de commande.

Le titulaire le cas échéant devra être en mesure d'en assurer la livraison et l'installation.

Les prestations portent sur la création, à partir de fichiers numériques haute définition fournis par le CROUS, de visuels divers (noir et blanc, bichromie, CMJN) sur différents supports dont la liste non exhaustive est citée ci-dessous.

Les supports et impressions doivent résister aux rayonnements solaires et lunaires ainsi qu'aux aléas climatiques les plus courants (pluie, vent, etc).

Cela concerne notamment l'impression sur panneaux, plaques plexiglass, bâches, banderoles, kakemonos, autocollants, vitrophanies, lettrages adhésifs, tentes et oriflammes.

Le titulaire aura en charge la fourniture, l'impression, la livraison des supports, mais également sur demande, la pose et la dépose de supports. Le titulaire fournit les systèmes d'accroche et de finitions adaptées qui font l'objet d'un prix spécifique et qui seront commandés selon les besoins du Crous.

La pose consiste en l'installation de supports signalétiques pérenne mais aussi éphémère. La dépose consiste en la désinstallation de ces mêmes supports signalétiques.

A titre d'exemple, la pose et la dépose peut concerner les bâches, les kakémonos, les plaques en plexiglass, les lettrages adhésifs pour tous types de formats.

28.1.2 Flochage de véhicules

Les prestations portent sur la réalisation, à partir de fichiers numériques haute définition fournis par le Crous BRETAGNE, d'habillages adhésifs pour les véhicules, sur des adhésifs de haute qualité résistant aux lavages fréquents et aux rayonnements solaires et lunaires (par exemple vinyle polymère conforme avec plastification ou équivalent).

Le titulaire le cas échéant devra être en mesure d'en assurer la livraison et l'installation.

Le titulaire aura en charge la fourniture, l'impression, la livraison des adhésifs, mais également sur demande, la pose et la dépose d'adhésifs. Dans le cas d'une intervention sur site, le titulaire devra s'assurer du nettoyage du chantier après exécution des prestations et de l'enlèvement des déchets. Des photos (comprenant les 4 faces) du véhicule sur lequel la prestation a été réalisée sont nécessaires à la fin de chaque intervention pour validation du service fait. L'impression des supports peut présenter le logo du Crous seul, avec du texte ou des visuels en 1, 2 couleurs ou quadrichromie.

La demande pourra concerner tout type de véhicules tel que vélos, vélos cargos, remorques, véhicules classiques, véhicules électriques, food truck, Moovy Market'.

28.1.3 Réalisation d'enseignes lumineuses et lettrages rétro-éclairés

Les prestations portent sur la réalisation, à partir du bon de commande et des spécifications techniques émises, d'enseignes lumineuses et de lettrages rétroéclairés, chaque bon de commande viendra spécifier les dimensions, le lettrage souhaité et les différentes sujétions.

Les demandes porteront la fabrication et l'installation de :

- logos boîtiers lumineux ou non avec installation d'un programmeur – diamètre variable – face blanche opaque adhésivée rouge avec texte en réserve- chant rouge;
- lettrages non lumineux. Exemple Resto U' Fougères, Cité U' Bouguen – face et chants alu blanc opaque;

La lisse devra être aussi discrète que possible : RAL se rapprochant le plus du support ou transparent.

Le titulaire en assurera la fourniture, la livraison et l'installation.

28.2 – Environnement et développement durable

Le titulaire garantit que les processus de fabrication, les procédés d'élimination des déchets issus des fournitures respectent les normes environnementales en vigueur.

Le titulaire peut proposer des produits possédant l'eco-label européen ou un équivalent. Le fournisseur pourra présenter également, tout justificatif d'organisme indépendant attestant sa contribution à la protection et à la mise en valeur de l'environnement. Le prestataire doit tout mettre en œuvre afin de respecter les prescriptions environnementales selon la réglementation régissant son secteur d'activité.

Les modalités mises en place et mesures prises par le titulaire en faveur de la protection de l'environnement sont précisées dans son offre technique (exemple : réduction des déchets, utilisation d'encre végétales ou non nocives pour l'environnement et la peau lors du marquage des produits, réduction des émissions de gaz à effet de serre au travers du mode d'acheminement des produits...).

28.3 – Champs d'application des normes et spécifications techniques à respecter

La conformité à la réglementation porte à la fois sur les spécifications techniques intrinsèques des produits et sur les modes opératoires de conditionnement, d'étiquetage, de traçabilité, de stockage et de transport desdits produits. Il appartient au titulaire de se tenir rigoureusement informé de l'évolution de la réglementation afin de pouvoir s'y conformer.

28.4 – Qualité

Les produits livrés doivent être de qualité saine, loyale et marchande.

28.5 – Conditions de garantie

Les articles seront **couverts à minima par la garantie constructeur**.

En cas de détérioration anormale des produits, le titulaire assurera un service après-vente dans les meilleurs délais, sans qu'aucun frais supplémentaire ne puisse être imputé au Crous BRETAGNE.